

ROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE LAVALTRIE

RÈGLEMENT NUMÉRO 159-1-2014

**Règlement établissant le code d'éthique et de déontologie
révisé des élus municipaux de la Ville de Lavaltrie**

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE LAVALTRIE

CERTIFICAT D'APPROBATION ET/OU PROCESSUS D'ADOPTION

RÈGLEMENT NUMÉRO 159-1-2014

**Règlement établissant le code d'éthique et de déontologie
révisé des élus municipaux de la Ville de Lavaltrie**

1. Avis de motion	2014-01-13
2. Avis public (résumé du projet, etc.)	2014-01-22
3. Adoption du règlement	2014-02-03
4. Promulgation du règlement	2014-02-12
5. Entrée en vigueur	2014-02-12
6. Transmission MAMROT	2014-02-05

Jean Claude Gravel, maire

Madeleine Barbeau, greffière

RÈGLEMENT NUMÉRO 159-1-2014

**Règlement établissant le code d'éthique et de déontologie
révisé des élus municipaux de la Ville de Lavaltrie**

ATTENDU les dispositions de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*, lesquelles prévoient que toute municipalité doit adopter un code d'éthique et de déontologie des élus municipaux ;

ATTENDU que ce code d'éthique et de déontologie des élus municipaux vise l'adhésion explicite des membres du conseil aux valeurs de celui-ci en matière d'éthique et de déontologie ;

ATTENDU qu'avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance ordinaire tenue le 13 janvier 2014 par monsieur le Maire, Jean Claude Gravel et conformément à la Loi, ce dernier dépose le projet de règlement ;

ATTENDU les dispositions de l'article 13 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*, lesquelles stipulent que toute municipalité doit, avant le 1^{er} mars, qui suit toute élection générale, adopter un code d'éthique et de déontologie révisé qui remplace celui en vigueur ;

ATTENDU que le conseil municipal juge opportun d'apporter certaines modifications au code d'éthique et de déontologie existant ;

EN CONSÉQUENCE, le conseil municipal ordonne, décrète et statue ce qui suit :

**SECTION 1 - PRINCIPALES VALEURS ÉNONCÉES DANS LE
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE**

Dans le présent code d'éthique et de déontologie, les valeurs énoncées doivent guider toute personne à qui il s'applique dans l'appréciation des règles déontologiques qui lui sont applicables. Ces valeurs sont les suivantes :

- l'intégrité des membres de tout conseil de la municipalité ;
- l'honneur rattaché aux fonctions de membre d'un conseil de la municipalité ;
- la prudence dans la poursuite de l'intérêt public ;
- le respect envers les autres membres d'un conseil de la municipalité, les employés de celle-ci et les citoyens ;
- la loyauté envers la municipalité ;
- la recherche de l'équité.

SECTION 2 - RÈGLES ET OBJECTIFS

Les règles prévues au présent code d'éthique et de déontologie ont pour objectifs de prévenir notamment :

- toute situation où l'intérêt personnel du membre du conseil peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ;
- toute situation qui irait à l'encontre des articles 304 et 361 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (L.R.Q., chapitre E-2.2) ;
- le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres conduites.

SECTION 3 – INTERPRÉTATION

Tous les mots utilisés dans le présent code conservent leur sens usuel, sauf pour les expressions et les mots définis comme suit :

Article 3.1 - « avantage »

Comprend tout cadeau, don, faveur, récompense, service, commission, gratification, marque d'hospitalité, rémunération, rétribution, gain, indemnité, privilège, préférence, compensation, bénéfice, profit, avance, prêt, réduction, escompte, ou tout autre chose utile ou profitable de même nature ou toute promesse d'un tel avantage.

Article 3.2 - « intérêt personnel »

Intérêt de la personne concernée, qu'il soit direct ou indirect, pécuniaire ou non, réel, apparent ou potentiel. Il est distinct, sans nécessairement être exclusif, de celui du public en général ou peut être perçu comme tel par une personne raisonnablement informée. Est exclus de cette notion le cas où l'intérêt personnel consiste dans des rémunérations, des allocations, des remboursements de dépenses, des avantages sociaux ou d'autres conditions de travail rattachées aux fonctions de la personne concernée au sein de la municipalité ou de l'organisme municipal.

Article 3.3 - « intérêt des proches »

Intérêt du conjoint de la personne concernée, de ses enfants, de ses ascendants ou intérêt d'une société, compagnie, coopérative ou association avec laquelle elle entretient une relation d'affaires. Il peut être direct ou indirect, pécuniaire ou non, réel, apparent ou potentiel. Il est distinct, sans nécessairement être exclusif, de celui du public en général ou peut être perçu comme tel par une personne raisonnablement informée.

Article 3.4 - « organisme municipal »

- un organisme que la loi déclare mandataire ou agent d'une municipalité ;
- un organisme dont le conseil est composé majoritairement de membres du conseil d'une municipalité ;
- un organisme dont le budget est adopté par la municipalité ou dont le financement est assuré pour plus de la moitié par celle-ci ;
- un conseil, une commission ou un comité formé par la municipalité chargé d'examiner et d'étudier une question qui lui est soumise par le conseil ;
- une entreprise, corporation, société ou association au sein de laquelle une personne est désignée ou recommandée par la municipalité pour y représenter son intérêt.

SECTION 4 – CHAMP D'APPLICATION

Le présent code s'applique à tout membre d'un conseil de la municipalité.

Article 4.1 – Conflits d'intérêts

Toute personne doit éviter de se placer, sciemment, dans une situation où elle est susceptible de devoir faire un choix entre, d'une part, son intérêt personnel ou celui de ses proches et, d'autre part, celui de la municipalité ou d'un organisme municipal.

Le cas échéant, elle doit rendre publiques ces situations et s'abstenir de participer aux discussions et aux délibérations qui portent sur celles-ci.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, il est interdit à toute personne d'agir, de tenter d'agir ou d'omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

Il est également interdit à toute personne de se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

Article 4.2 – Avantages

Il est interdit à toute personne :

- d'accepter, de recevoir, de susciter ou de solliciter tout avantage pour elle-même ou pour une autre personne en échange d'une prise de position sur une question dont un conseil, un comité ou une commission dont elle est membre peut être saisi ;
- d'accepter tout avantage, quelle que soit sa valeur, qui peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité.

La personne qui reçoit tout avantage qui excède 200 \$ et qui n'est pas de nature purement privée ou visé par le paragraphe 2 du premier alinéa doit, dans les 30 jours de sa réception, produire une déclaration écrite à la greffière ou au trésorier de la municipalité contenant une description adéquate de cet avantage, le nom du donateur, la date et les circonstances de sa réception.

Article 4.3 – Discrétion et confidentialité

Il est interdit à toute personne, tant pendant son mandat qu'après celui-ci, d'utiliser, de communiquer ou de tenter d'utiliser ou de communiquer des renseignements obtenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et qui ne sont généralement pas à la disposition du public pour favoriser ses intérêts personnels ou ceux de toute autre personne.

L'interdiction générale stipulée au paragraphe précédent s'applique notamment aux discussions, prises de position et argumentations des élus et fonctionnaires municipaux et au contenu des documents internes ayant servi à l'étude des dossiers et problématiques lors des commissions, comités pléniérs, comités des affaires courantes et autres réunions de travail.

Article 4.4 – Utilisation des ressources de la municipalité

Il est interdit à toute personne d'utiliser ou de permettre l'utilisation des ressources, des biens ou des services de la municipalité ou des organismes municipaux à des fins personnelles ou à des fins autres que les activités liées à l'exercice de ses fonctions.

Nonobstant le paragraphe précédent, l'utilisation, à des fins personnelles, d'équipements mis à la disposition des élus dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, sera permise si elle n'entraîne pas de frais supplémentaires pour la municipalité.

Article 4.5 – Respect du processus décisionnel

Toute personne doit respecter les lois, les politiques et les normes (règlements et résolutions) de la municipalité et des organismes municipaux relatives aux mécanismes de prise de décision.

Article 4.6 – Obligation de loyauté après mandat

Toute personne doit agir avec loyauté envers la municipalité après la fin de son mandat dans le respect des dispositions de la loi. Il lui est interdit d'utiliser ou de divulguer des renseignements confidentiels dont elle a pris connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, il est interdit à toute personne, dans les douze (12) mois qui suivent la fin de son mandat, d'occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction de telle sorte qu'elle-même ou toute autre personne tire un avantage indu de ses fonctions antérieures à titre de membre d'un conseil de la municipalité.

Article 4.7 – Sanctions

Conformément aux articles 7 et 31 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (2010, c.27) :

« Un manquement au présent Code d'éthique et de déontologie visé par un membre d'un conseil d'une municipalité peut entraîner l'imposition des sanctions suivantes :

1. la réprimande ;
2. la remise à la municipalité, dans les trente (30) jours de la décision de la Commission municipale du Québec ;
 - a) du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu ou de la valeur de ceux-ci ;
 - b) de tout profit retiré en contravention d'une règle énoncée dans le code.
3. le remboursement de toute rémunération, allocation ou autre somme reçue, pour la période qu'a duré le manquement à une règle prévue au code, comme membre d'un conseil, d'un comité ou d'une commission de la municipalité ou d'un organisme ;
4. la suspension du membre du conseil pour une période dont la durée ne peut excéder quatre-vingt-dix (90) jours, cette suspension ne pouvant avoir effet au-delà du jour où prend fin son mandat.

Lorsqu'un membre d'un conseil est suspendu, il ne peut siéger à aucun conseil, comité ou commission de la municipalité ou, en sa qualité de membre d'un conseil de la municipalité, d'un autre organisme, ni recevoir une rémunération, une allocation ou toute autre somme de la municipalité ou d'un tel organisme. »

L'imposition de ces sanctions peut également donner ouverture à des requêtes en inhabilité dépendamment des faits qui sont à l'origine desdites sanctions.

SECTION 5 - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 5.1

Le présent règlement abroge à toutes fins que de droit toute réglementation municipale antérieure incompatible avec ces dispositions.

Article 5.2

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

Jean Claude Gravel, maire

Madeleine Barbeau, greffière